

Développement d'indicateurs culturels sur la vitalité et la compétitivité du secteur de la culture_

Par Michel G. Durand

Chef, Section de la recherche et des communications, Statistique Canada

Il est évident que, partout dans le monde, un nombre croissant d'individus, de communautés et de pays se rendent compte de l'impact de la culture sur le développement, l'identité, les valeurs et le bien-être. La nécessité d'établir des indicateurs culturels au niveau municipal découle d'un certain nombre de changements qui se sont produits. Nous sommes témoins d'un renouveau important de la vision du développement économique sur le plan local et régional. En outre, il est de plus en plus reconnu que les collectivités raffermissent le tissu social dans un contexte multiculturel et qu'elles sont, en un sens, les « moteurs » de l'activité culturelle. Après tout, les gens vivent dans ces collectivités, et ce sont ces dernières qui établissent le contexte dans lequel ils déterminent leur qualité de vie. C'est dans ces collectivités que les changements découlant des décisions de principe ont la plus grande incidence.

Il est donc pertinent de vouloir repérer ou étudier le rôle et la contribution de la culture au sein de la collectivité. L'objet des indicateurs culturels serait donc de jeter davantage de lumière sur les diverses composantes ou conditions qui jouent sur la santé et la vitalité des activités du secteur culturel. Plus précisément, ces indicateurs permettraient de rendre compte des situations et des questions que les politiques et les programmes culturels visent à traiter et de produire des données pour les expliquer.

La tâche de compilation d'indicateurs pertinents qui mesurent comment les activités culturelles favorisent les objectifs culturels communautaires présente une ampleur redoutable. Le défi se situe dans la complexité de la plupart des dimensions de la culture ainsi que des définitions, des concepts et des méthodologies utilisés pour les évaluer. L'information présentée doit vraiment porter sur les questions courantes et fournir des données utiles et pertinentes. Le caractère prioritaire et la pertinence de ces questions varieront énormément d'une collectivité à l'autre, tout comme le fera le volume de l'information qualitative et quantitative dont on dispose pour les évaluer. Quels sont les éléments qui devraient être inclus ou exclus comme indicateurs de la culture pour la communauté? Quel niveau pertinent d'analyse visons-nous? De quelles données supplémentaires avons-nous besoin? Quels partenariats stratégiques pourrait-on établir pour assurer le progrès de l'élaboration des indicateurs de la culture communautaire? Ces questions constitueront la base des discussions pendant l'atelier.

1. Quels sont les données et les indicateurs qui sont requis ?

Le Programme de la statistique culturelle de Statistique Canada s'intéresse depuis quelques années à l'élaboration d'un cadre analytique incluant le développement d'indicateurs culturels standards pour assurer la présentation de données plus uniformes dans le domaine de la culture. Ce cadre permet la production d'activités analytiques de diverses origines qui se fondent sur des conventions, des notions, des définitions et une terminologie à la fois uniformes et reconnues, de façon à ce que soient tirées, d'une étude à l'autre, des conclusions analytiques plus cohérentes et crédibles.

Les indicateurs requis sont nombreux. Nous avons besoin d'une vaste gamme de données :

- des données décrivant les divers aspects des arts et de l'activité culturelle – par exemple, des renseignements d'ordre culturel, économique, financier, social, démographique et autre ;
- des données relatives à tous les aspects de la culture – par exemple, les créateurs et artistes, les producteurs, les dépenses, les produits, les activités des organismes de soutien (comme les pouvoirs publics), les consommateurs, les facteurs influant sur l'offre, les facteurs influant sur la demande et, surtout, les facteurs influant sur le changement.

Pour apprécier la structure, l'évolution et la dynamique du secteur culturel, il est essentiel de comprendre en profondeur les caractéristiques des entreprises, des produits et des différents créneaux de marché, de la productivité et de la compétitivité en vue d'établir la base de données nécessaire sur ces aspects, ce qui procure un cadre analytique beaucoup plus utile. Il faut également noter que ces préoccupations se présentent en deux volets : un volet global et un volet sectoriel. Les indicateurs statistiques ne doivent pas couvrir uniquement les grandes questions qui touchent la communauté culturelle dans son ensemble, mais ils doivent également répondre aux défis et enjeux relatifs à chaque secteur culturel. Autrement dit, les planificateurs culturels et les responsables des politiques jugent plus efficace une approche ou une perspective multidimensionnelle (c'est-à-dire qui tient compte des aspects économiques, sociaux, financiers et culturels). Les arguments économiques seuls ne suffisent pas.

2. Types ou niveaux d'information requis

En fait, il faut quatre types ou niveaux d'information, chaque niveau possédant ses propres capacités distinctes. Niveau I : Module de macro-information sur la culture : Flux monétaires. Niveau II : Module sur la quantité/le volume : Entreprises, personnes et flux de produits. Niveau III : Module de caractérisation : Profils de l'offre et de la demande. Niveau IV : Module analytique de la culture : Analyses ciblées.

a. Niveau I : Module de macro-information sur la culture : Flux monétaires

Le niveau I fournit des informations générales sur l'offre et la demande pour les produits culturels ou les indicateurs d'ensemble. Ces indicateurs peuvent généralement être reliés et comparés à l'information économique financière et sociale que l'on trouve dans le Système de comptabilité nationale. Les principaux types d'indicateurs de macro-liens comprennent, par exemple : la taille du secteur culturel (impact économique) ; les salaires (employés et travailleurs indépendants) ; le soutien et les dépenses du gouvernement ; le soutien du secteur privé (particuliers et entreprises) ; la demande à la consommation ; le commerce international et le tourisme culturel.

b. Niveau II : Module sur la quantité/le volume : Entreprises, personnes et flux de produits

Le niveau II permet une quantification et une caractérisation des diverses activités de l'offre et de la demande culturelles, et va au-delà des flux monétaires. Ce niveau peut comprendre des données quantitatives sur l'infrastructure culturelle (par exemple : le nombre d'entreprises, le volume de la production, le nombre des travailleurs, le nombre de bénévoles, le nombre de diplômés de programmes artistiques et culturels, le nombre de consommateurs et la fréquence de participation aux diverses activités culturelles).

Une fois que les statistiques sur la valeur et la quantité ont été établies dans le cadre des niveaux I et II, on peut alors effectuer des analyses intra et inter-niveau pour répondre à diverses questions telles que : Quelle est l'ampleur du secteur culturel ? L'infrastructure culturelle (c'est-à-dire les établissements, les créateurs et les interprètes) subit-elle les pressions de la conjoncture économique difficile ? Qu'en est-il des pouvoirs publics, et en particulier des subventions ? Le nombre de travailleurs dans le secteur de la culture augmente-t-il ? Quelle est l'envergure de la main-d'œuvre bénévole ? Comment le marché des exportations et le tourisme culturel contribuent-ils à la vitalité du secteur culturel au Canada ?

c. Niveau III : Module de caractérisation : Profils de l'offre et de la demande

Au niveau III, on effectue une segmentation de chacune des composantes culturelles des deux premiers niveaux. Plus particulièrement, les statistiques sur l'offre peuvent être désagrégées selon les éléments suivants : province, langue, taille et pays de contrôle financier de l'entreprise, catégorie de contenu et origine des produits, selon ce qui est pertinent. D'autre part, les statistiques sur la demande ou la consommation peuvent être désagrégées selon le sexe, la formation, l'âge, la langue, les niveaux de revenu et d'autres variables démographiques ou socio-économiques des personnes.

d. Niveau IV : Module analytique de la culture : Analyses ciblées

Le niveau IV comporte des mesures axées sur des analyses ciblées. Ici, des comparaisons peuvent être utilisées pour mettre en perspective les éléments en présence, ajouter de la valeur et un contexte aux indicateurs et restaurer leur caractère historique à la fois en termes quantitatifs et qualitatifs. Voici quelques exemples d'analyses ciblées requises : impact économique du secteur culturel ; impact des activités culturelles sur le bien-être social ; analyse du marché du travail culturel ; analyses financières ; commerce international de biens et de services culturels ; profils sectoriels ; analyses de la demande des consommateurs (valeurs : esprit communautaire, fierté et esprit d'appartenance, etc. ; comportement) ; etc.

Le niveau IV contient également les données auxiliaires requises pour mesurer les facteurs qui expliquent les changements concernant l'offre ou la demande de biens ou de services culturels (par exemple : ressources économiques, tendances démographiques, activités sociales, inflation, indicateurs de stress social, etc.).

e. Profil statistique

Les statistiques culturelles disponibles sont nombreuses. Que nous révèlent ces données ? Les forces associées aux changements économiques, sociaux, politiques et technologiques ont radicalement transformé le monde de la culture. Dans de nombreux pays commerçants, la culture est devenue l'objet de politiques de développement économique international intensifiant la compétition pour notre économie de la culture. Les enjeux en présence sont en effet très importants. Le secteur de la culture au Canada a contribué pour plus de 33 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) en 2000, avec l'emploi direct correspondant à environ 733 000 postes. Entre 1992 et 2000, le ménage canadien moyen n'a accru le montant qu'il affectait aux activités et événements culturels que de 4 %, après correction pour l'inflation. Si l'on compare à une hausse de 7 % pour tous les biens et services, le secteur

culturel traverse clairement une période difficile. En dépit d'une certaine érosion de la participation des consommateurs, le secteur culturel a maintenu ses forts niveaux d'emplois rémunérés. La main-d'œuvre de ce secteur a augmenté deux fois plus rapidement que l'ensemble de la population active dans les années 80 et cet exploit a été répété dans les années 90, grâce surtout à une hausse récente des contributions gouvernementales et à la performance sur le marché de l'exportation. Les chiffres d'emploi et d'activité économique ne constituent qu'une partie du tableau. L'envergure et la valeur de la main-d'œuvre bénévole démontrent la force de l'appui communautaire pour les organismes culturels. En 2000, il y avait près de 350 000 bénévoles actifs dans les organismes artistiques et culturels au Canada, soit une baisse de 22 % par rapport à 1997. Finalement, le Canada représente une destination touristique fort prisée des voyageurs étrangers, et les Canadiens eux-mêmes sont des touristes actifs dans leur propre pays. Il s'agit là d'enjeux importants si l'on considère que les dépenses des touristes (canadiens et étrangers) au titre de la culture se chiffrent à 1,1 milliard de dollars en 2000, une augmentation de 31 % par rapport à 1996.

Un échantillon de données culturelles et certaines autres perspectives statistiques, tout aussi cruciales sinon plus importantes encore sont disponibles. On peut célébrer les progrès quant au nombre de données culturelles disponibles au Canada (comparativement à ce que l'on retrouve ailleurs), mais il existe beaucoup de vulnérabilité et de lacunes quant à l'analyse ou l'exploitation de celles-ci, particulièrement aux niveaux provincial et municipal.

BESOIN D'INDICATEURS CULTURELS MUNICIPAUX

De nombreuses municipalités ont fait ressortir la nécessité de mieux comprendre les facteurs qui jouent sur l'offre d'activités culturelles et ceux qui influent sur la participation à ces activités. Une telle information permettrait aux planificateurs culturels de comparer leurs collectivités à d'autres des diverses régions d'une province ou du pays.

Par le passé, les variations de la participation culturelle ont été explorées (aux niveaux national et provincial) en évaluant l'origine sociale, économique ou démographique des personnes comme moyen d'expliquer les différences dans les taux de participation. Ces études ont été utiles, mais l'application de mesures socio-démographiques pour expliquer la participation culturelle s'accompagne de certaines limites. De tels facteurs n'illustrent pas comment les installations et les ressources communautaires (culturelles et autres) ainsi que les caractéristiques sociales, économiques et démographiques des personnes exercent conjointement une influence sur la participation aux activités culturelles au niveau municipal.

Ce type d'approche et d'analyse permettrait aux gestionnaires de répondre, entre autres, à certaines des questions suivantes : Les installations et les ressources communautaires (par exemple : ressources économiques, base industrielle, installations et programmes culturels et autres) ont-elles une influence sur la participation culturelle ? Le statut socio-économique et les caractéristiques des personnes (par exemple : âge, formation, sexe, occupation, origine ethnique, etc.) sont-ils reliés à la participation ? L'offre culturelle globale influe-t-elle sur la participation ? Les grandes villes sont-elles mieux servies, comme certains le laissent entendre ?

Il y a beaucoup à faire pour accroître l'accès aux données communautaires et pour en faire l'analyse. Il nous faut d'abord évaluer et comprendre le contexte et la qualité des données sur lesquelles se fondent les statistiques actuelles de même que leur pertinence par rapport à l'analyse au niveau communautaire. Des recherches antérieures laissent prévoir que diverses sources de données culturelles se prêtent à une analyse au niveau municipal. Nous devons cerner et explorer les questions ou sujets qui pourraient produire des données et des analyses statistiques utiles et pertinentes (que ce soit des questions économiques ou sociales). Une fois que les méthodologies, les conventions analytiques, les définitions ainsi que les questions et priorités de recherche auront été clairement établies et un plan d'action formulé, l'analyse au niveau communautaire pourra alors faire partie des activités de travail courantes.

Sans doute serait-il utile de former un partenariat de recherche entre les différentes agences fédérales, provinciales et municipales afin de définir les besoins statistiques et procéder au développement d'un plan stratégique de recherche visant l'exploitation de ces données.